



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Notes sur la Couverture médiatique audiovisuelle 14 au 20 octobre 2015

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

LE GOUVERNEMENT PASSE A LA VITESSE SUPERIEURE DANS LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE

L'atelier national sur la Réforme du Secteur Sécurité (RSS) a ouvert ses portes le 14 octobre au CCI IVATO. « Il n'y a pas de développement sans sécurité » a reconnu Hery Rajaonarimampianina, dans son discours d'ouverture. Le Chef de l'Etat a également exposé les grands axes qui seront discutés durant l'atelier sans perdre de vue les grands défis du pays, qui reste la lutte contre la corruption et l'impunité. Le Président de la République a, par ailleurs, saisi l'occasion pour s'exprimer sur la récente attaque d'une caserne de la gendarmerie à Befotaka Sud, qu'il qualifie de provocations à l'encontre de l'Etat. « Des dahalo qui attaquent une caserne militaire ? N'est-ce pas une provocation ? Nous ne pouvons tolérer de tels actes » a-t-il tonné. Dirigeants, politiciens, Communauté internationale, organisations de la société civile et simples citoyens ont discuté pendant quatre jours des recommandations et suggestions recueillies durant les consultations régionales en vue d'élaborer de nouvelles stratégies adaptées au contexte actuel, pour une sécurité durable. Durant la cérémonie de clôture, le Premier ministre Jean Ravelonarivo a, pour sa part, insisté sur les résolutions prises à l'issue de l'atelier, à savoir le renforcement de capacité des forces de l'ordre, la multiplication des quartiers mobiles et polices communaux ainsi que sur les plateformes d'échanges entre le ministère de la Justice et les représentants de la population.

Comme à leur habitude, TVM et RNM ont traité l'événement sous un angle institutionnel en accordant notamment un large temps d'antenne à l'intervention du Président de la République. La télévision nationale a véhiculé une image positive de l'atelier en mettant en avant l'implication et la participation de la Communauté internationale et des OSC dans son organisation, renforçant ainsi sa crédibilité. Elle insiste, par ailleurs, sur les consultations régionales organisées en amont et conclue de ce fait que « la réforme partira de la base ». Ce constat n'est pas partagé par KOLO TV qui estime que l'atelier sur le RSS est loin de pouvoir déterminer des solutions adaptées aux attentes de la population. La chaîne a mis en avant les témoignages d'un représentant des originaires de Mananjary et du Chef de région SOFIA qui attendent que l'Etat s'attèle à des actions plus concrètes, comme mettre fin à la recrudescence du vol d'ossements ou encore la prolifération d'exploitants chinois illégaux. La station est convaincue qu'une réactualisation des textes et une implication accrue de la population s'imposent pour lutter efficacement contre l'insécurité. Dans sa couverture de cet atelier RSS, VIVA TV a dénoncé l'échec des dirigeants dans la gestion de la sécurité publique. Pour convaincre les téléspectateurs de cette opinion, elle tente de jouer sur leur corde sensible en diffusant les images « dramatiques » des victimes de braquages et de leur famille en pleurs.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



MATV a privilégié l'objectivité dans le traitement de l'information en accordant également la parole aux différentes tendances politiques ayant pris part à l'atelier, en plus des autorités étatiques. La station a en effet diffusé une partie du discours de Hery Rajaonarimampianina et s'est enquis de l'opinion des membres de la plate-forme ARMADA, plus précisément de l'ancien PM Camille Vital qui dit se positionner en simple observateur et laisser les responsables travailler. Le député Brunelle Razafintsiandraofa, pour sa part, a indiqué que le MAPAR profitera de l'occasion pour présenter son programme portant sur le volet sécurité. Il affirme que le document a été élaboré depuis longtemps mais n'a pas été considéré par les tenants du pouvoir. Sans faire preuve de parti pris, TV PLUS et RADIO PLUS ont mis l'accent sur l'importance de l'instauration de la sécurité en vue d'un développement économique. La chaîne télévisée a d'ailleurs focalisé son attention sur l'intervention du représentant de l'Union africaine qui appuie cet argument.

COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES

RENCONTRE ENTRE LES NOUVEAUX MAIRES ET LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, A IAVOLOHA

Hery Rajaonarimampianina a convié les 1 676 nouveaux maires au palais d'Etat d'Iavoloha, le 16 octobre, pour deux jours de réunion. Au programme de cette rencontre figurent la décentralisation, le développement local, la lutte contre l'insécurité, la promotion de la femme, la création d'emplois et l'éducation. Dans son discours d'ouverture, le Président de la République n'a pas manqué d'encourager ces nouveaux maires dans leur fonction, tout en rappelant que la décentralisation constitue un rapprochement entre la population et l'Etat. « Il s'agit maintenant de concourir pour le développement durable et non plus faire de la concurrence politique » a-t-il fait remarquer. Cet événement coïncide, par ailleurs, avec la célébration de la journée africaine de la décentralisation, placée sous le thème de la participation massive des femmes dans le développement local. A cet effet, le Chef de l'Etat a félicité les 83 mairesses élues. Fatma Samoura, Représentante résidente du PNUD à Madagascar, n'a pas manqué de relever ce faible taux de représentativité des femmes au sein des instances dirigeantes de la commune.

La majeure partie des médias ont profité de cette rencontre pour mettre en évidence l'insuffisance de ressources des communes. Au micro de MATV, Hantanirina Rabearisoa, maire de Bongatsara, s'est plainte du manque d'accompagnement et de moyens pour la mise en œuvre du développement de sa circonscription. Un constat que partage le maire dénommé Jean Samuel Ramaminirina, devant la caméra de VIVA TV : « les subventions de l'Etat ne suffisent même pas à payer les salaires des employés de la commune. D'ailleurs, une grande partie de ses revenus sont renvoyés vers la Région, pour ne citer que les ristournes par exemple, qui déterminera ensuite sa part ». Ce dernier ne manque pas d'accuser le Chef de l'Etat d'être sourd aux attentes des maires. FREE FM partage également le même avis. La station reconnaît que Hery Rajaonarimampianina a avancé des solutions « louables » aux problèmes qui touchent le quotidien des Malgaches mais comme d'habitude, cela ne transparaît jamais dans ses actions. KOLO TV a approfondi la question en privilégiant la multiplicité de points de vue. La chaîne a en effet fait intervenir Managnatoke et Sarteva Tovonoatsy, respectivement maire de la commune d'Ambohinarivo dans l'Ambovombe Androy et du Faux Cap, pour soutenir les difficultés financières auxquelles sont confrontées les communes, notamment rurales. Serge Zafimahova, du Club Ethique et Développement, confirme ces faits en soulignant que certaines communes peinent à s'acquitter de leurs charges de fonctionnement. La station enrichit son reportage

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



en publiant les indemnités perçues par les conseillers communaux qui sont de l'ordre de 2 800Ar par jour de session par conseiller dans les communes rurales et de 8 000Ar, dans les communes urbaines. **TV PLUS** adopte la même approche en s'attardant particulièrement sur l'insuffisance des subventions étatiques. L'Etat n'alloue en effet que 9 millions d'Ariary aux communes par an. Si Narijaona Razafitsialonina, maire de Tsarazaza, revendique la multiplication de ce budget par deux, Solonandrasana Olivier Mahafaly, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, appelle les communes à élargir leur assiette fiscale et les encourage à être financièrement indépendantes. La station est par ailleurs la seule à avoir porté l'attention sur la faible représentativité des femmes au sein des instances dirigeantes des communes. A cet effet, elle a sollicité l'intervention Vololoniaina Rasoamanandray, maire de Lalangina, qui appelle les dirigeants à encourager et à soutenir davantage les femmes.

Soucieuse de préserver la bonne image des institutions, **TVM** a mis en avant le discours rassurant du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Solonandrasana Olivier Mahafaly, qui promet de respecter le paiement des subventions dans les temps. Elle a par ailleurs soutenu que tous les participants à la rencontre ont été satisfaits. A noter que les chaînes nationales, **RNM** et **TVM**, ont accordé une ample couverture à l'événement, en diffusant entre autres les discours du Président de la République, de la Représentante résidente du PNUD à Madagascar et de Hantanirina Rabearisoa, mairesse de Bongatsara et porte-parole de tous les maires.

FOYER DE TENSION

GROGNE DE LA POPULATION FACE A L'INTENSIFICATION DU DELESTAGE

Horace Gatien, ministre de l'Energie, avait annoncé la fin du délestage vers la moitié du mois d'octobre. Force est de constater cependant qu'à la date du 15 octobre, les coupures d'électricité n'ont été que plus fréquentes. La majeure partie des foyers de la capitale subissent d'ailleurs jusqu'à six heures de coupure de l'électricité par jour. A cela s'ajoute la coupure de l'approvisionnement en eau dans certains quartiers. Face aux plaintes des abonnés, la JIRAMA a déclaré que le problème sera résolu vers le mois de novembre, plus précisément dès que les générateurs récemment installés dans les centrales d'Ambohimanambola et d'Antanandrano seront opérationnels. En attendant donc, la population de la capitale est contrainte de vivre dans le noir.

La grogne des usagers par rapport à l'intensification des délestages et paradoxalement, à la hausse de la facture mensuelle a retenu l'attention de plusieurs médias, qui ont traité l'information de manière approfondie. Pour mieux décrire la situation, **MATV** a réalisé un reportage dans une commune située en périphérie : Ankadikely Ilafy, où la coupure de l'électricité impacte non seulement sur les recettes des commerçants mais favorise également l'insécurité. **TV PLUS** s'est intéressée aux cas des régions, plus particulièrement de Morondava et de Betroka. Effectivement, cela fait maintenant dix mois que la capitale du Menabe vit au rythme des délestages malgré le recours à des groupes électrogènes supplémentaires par la JIRAMA. Betroka vit également dans l'obscurité et dans l'insécurité, comme le témoigne son maire, Raobelintsirofo Voajanahary. Ce dernier dénonce le manque de communication de la part de la compagnie nationale qui, selon lui, devrait au moins informer la population des coupures. **VIVA TV** a invité Lita Rabetsara, président du Réseau de défense des consommateurs et Samuel Ranaivonirina, membre du comité de grève de la JIRAMA dans son émission « Ady hevitra ». Le membre de la société civile rapporte le ras-le-bol de la population

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



face aux factures dont le montant ne cesse d'augmenter pourtant le service laisse tout à fait désirer. Le syndicaliste, pour sa part, a fait savoir que les générateurs en cours d'installation ne représentent qu'une solution provisoire. Il a ainsi accusé l'Etat de tout mettre en œuvre pour détruire la compagnie nationale. **ANTSIVA** s'est impliquée dans le conflit en critiquant le ministre de l'Energie, dans son émission « Sehatra ho an'ny Mpihaino ». La station accuse Horace Gatien de ne pas honorer ses promesses. « La fin du délestage, ne sera-t-elle pas plutôt pour la fin de son mandat ? » ironise la radio avec une pointe d'alarmisme. C'est sur le même ton que **KOLO TV** aborde le sujet en soupçonnant un détournement de carburant au sein de la compagnie d'eau et d'électricité. La chaîne trouve en effet illogique que la consommation de la **JIRAMA** ait atteint le pic de 6 000m3 au mois d'août alors que les délestages se sont intensifiés. **FREE FM**, dans son émission interactive « Anao ny Fitenenana », soutient que la **JIRAMA** arnaque les usagers. Le chroniqueur aiguise la tension en arguant que la société tend à combler ses déficits en gonflant les factures. Et de condamner virulemment, encore une fois, la concession de la gestion de la centrale thermique à une société étrangère.

Pour éviter que la situation s'embrace, **TVM, TV PLUS, RADIO PLUS** ainsi que **MATV** ont mis en avant les explications de Bruno Nomenjanahary, directeur adjoint de l'Electricité au sein de la **JIRAMA**. Ce responsable a rassuré que la centrale d'Antanandrano va fournir 40MW à partir du 20 octobre et celle d'Ambohimanambola, 20MW à partir du 3 ou 4 novembre. Toujours selon ses propos, les travaux d'installation sont achevés à 75 %. Par ailleurs, les essais sont déjà en cours.

POLITIQUE INTERNE

UN ATELIER SUR LA BONNE GOUVERNANCE POUR REDORER LE BLASON DE L'ADMINISTRATION

Initié par le gouvernement, en partenariat avec la Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement, l'atelier sur la Bonne gouvernance s'est tenu dans les locaux du ministère des Affaires étrangères, à Anosy le 15 octobre. Hery Rajaonarimampianina a insisté sur la « transformation » de l'image de l'administration malgache en un rouage facilitateur du développement économique et social, dans son discours d'ouverture. Mukhisa Kituyi, Secrétaire général du CNUCED, pour sa part, a rappelé que les tenants du pouvoir sont assujettis à des obligations de résultats. Se référant à la réussite de plusieurs pays, il a souligné que le développement ne dépend pas du volume de financements extérieurs mais de la bonne gouvernance. Les participants ont eu deux jours pour discuter de la coordination des Objectifs du Développement Durable avec le Plan National de Développement. Par ailleurs plusieurs thèmes, à l'instar de la lutte contre la piraterie maritime et le trafic illicite de ressources naturelles ont été abordés.

TVM et **RNM** ont fait un compte-rendu du coup d'envoi et de la fermeture de l'atelier en survolant les thèmes abordés. Comme à l'accoutumée, les chaînes nationales ont focalisé leur attention sur les interventions du Président de la République et du Premier ministre, qui a pris part à la cérémonie de clôture. **RNM** a rappelé l'un des objectifs majeurs de cette initiative qui est de démontrer à la Communauté internationale que la Grande île est prête à faire valoir la bonne gouvernance. A ce propos, **KOLO TV** a voulu s'enquérir de la perception des citoyens du concept de « la bonne gouvernance » dans son émission « Micro trottoir ». Les interviewés s'accordent à dire que bonne gouvernance rime avec transparence. La station ne manque pas de rappeler que Madagascar occupe

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



le 151^{ème} rang en termes de bonne gouvernance en 2014. Elle est certaine que le bilan de la CNUCED sera aussi sombre que celui de l'année dernière. Ce pessimisme est partagé par VIVA TV qui, partant de la déclaration du Secrétaire général du CNUCED, déduit que la Communauté internationale n'est pas encore prête à débloquer les financements étant donné l'absence d'une bonne gouvernance au pays.

PROPOS ILLEGITIMES

SENATORIALES : STRATEGIES DOUTEUSES DU PARTI AU POUVOIR

Maintenant que les maires ont été officiellement mis en place, les autorités et plus particulièrement les plateformes politiques majeures se tournent vers les élections sénatoriales. A ce propos, le parti présidentiel fait déjà l'objet de rumeurs et de critiques concernant d'éventuelles manœuvres frauduleuses visant à remporter ces scrutins.

KOLO TV et **VIVA TV** ont porté l'attention sur ces éventuels abus perpétrés par le régime et le parti HVM en vue de s'assurer la victoire lors des élections sénatoriales. Elles ont plus précisément véhiculé des rumeurs non vérifiées et formulé des propos des propos belliqueux dans leurs commentaires. Ainsi, la première chaîne a déclaré que « les maires qui ne voteront pas pour les candidats HVM lors des sénatoriales seront emprisonnés » ajoutant dans ses commentaires : « propagande avant l'heure et menaces, le HVM n'en finit pas avec ses pratiques douteuses ». La seconde a diffusé les déclarations du député de Jao Jean, vice-président de l'Assemblée nationale, qui avait affirmé que « le ministre de l'Intérieur force la main aux maires pour qu'ils intègrent le parti HVM ». La station s'est rendue complice de ces affirmations en soutenant que « Solonandrasana Olivier Mahafaly menace les maires récalcitrants de les remplacer par des Présidents de Délégation Spéciale ».

FORMAT DE COUVERTURE

A la veille de la tenue du 2^{ème} Forum national urbain, **TV PLUS** a reçu dans son émission spéciale Harimanana Rabe, directeur des Villes, de l'Habitat et de la Planification territoriale au niveau du MEPATE, Lydia Razafindrahona chargée de projet et du développement urbain au niveau de l'AFD et Rosa Ramanankolazaina, coordonnateur des projets de l'UN Habitat. Ils ont ainsi explicité le principal enjeu de cet événement qui réside dans la validation de la Politique Nationale du Développement Urbain. Ce passage sur le plateau de la station a été une occasion pour le ministère en charge des Projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Équipement d'exposer les trois grands axes et objectifs de cette politique. Les interventions ont également porté sur la définition des stratégies et du programme d'actions en termes de développement urbain et le projet de lobbying auprès des bailleurs.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

